

Cop 21, la pollution des esprits

Sur le climat, notre approche demeure anxiogène, étatique et malthusienne.

par Nicolas Baverez

François Hollande a placé le lancement de la 21^e conférence des Nations unies sur les changements climatiques sous le signe de la dramatisation. « *C'est tard, c'est peut-être trop tard* », a-t-il gravement observé à quatre-vingts jours de l'ouverture d'un sommet qui vise à sauver tout à la fois la planète et son quinquennat. De fait, seuls 70 Etats sur 195 ont pris jusqu'à présent des engagements chiffrés de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Par ailleurs, la dotation par les pays développés d'ici à 2020 du fonds de 100 milliards de dollars destiné à soutenir l'adaptation des pays émergents reste introuvable.

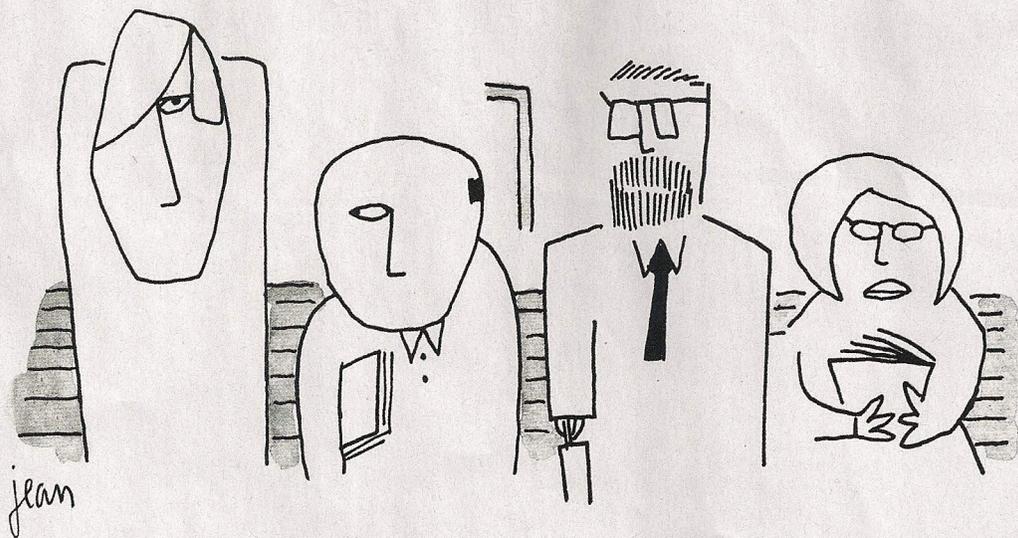
La question du climat est cruciale. Nul ne peut aujourd'hui ignorer les conséquences des dérèglements climatiques. Mais l'échec de la COP 21 n'aurait rien de tragique, hormis pour François Hollande, car elle repose sur des principes erronés et des moyens d'action inadaptés.

Les initiatives pour tenter de prévenir ces risques majeurs ont systématiquement échoué. Le protocole de Kyoto, adopté en 1997, s'est désintégré avec le refus des Etats-Unis de le ratifier, puis la sortie de la Russie, du Japon, de la Nouvelle-Zélande et du Canada. Les conférences de Copenhague, en 2009, puis de Cancun et Durban se sont conclues par des impasses. La

transition énergétique de l'Europe, qui se voulait exa a tourné au désastre. Ses résultats ont cumulé l'explo prix pour les consommateurs, la dégradation de la co vité de l'industrie du continent, la constitution d'une b culative autour des énergies renouvelables, l'augment émissions avec la sortie de l'Allemagne du nucléaire, sement de la dépendance énergétique.

La COP 21 n'a tiré aucune leçon ni de ces revers ni, à des percées réalisées par certains Etats et par les tech L'impasse des négociations sur le climat découle d'une a anxiogène, étatique et malthusienne que la Conféren ris se propose d'institutionnaliser. Une approche qu sur cinq principes. 1/ La lutte contre le changement cli est avant tout dictée par un devoir de solidarité avec rations futures. 2/ Les pays développés sont respons changement climatique dont les pays émergents son times. 3/ La solution passe par la décroissance, qui imp les habitants des pays développés renoncent à leur mo et ceux du Sud au développement intensif. 4/ La lutte c changement climatique repose avant tout sur les Eta

Les réponses doivent être aussi diverses que les risques climatiques.



La montée des marches
des acteurs de la filière porcine.

sur les citoyens et les entreprises. 5/ Les instruments à privilégier sont la fiscalité et la réglementation, avec pour clé de voûte le fonds de 100 milliards de dollars acté à Copenhague en 2009 et resté dans les limbes depuis. Or tous ces principes sont faux et la lutte contre le dérèglement climatique ne deviendra effective que si l'on prend leur contrepied. Au lieu d'attiser les peurs en développant des visions d'apocalypse pour le prochain siècle, mieux vaudrait mobiliser autour des difficultés présentes. A savoir la multiplication des événements extrêmes (tsunami, supercyclones et typhons, inondations, sécheresses...) et la pollution des mégalopoles, notamment en Chine et en Inde.

La pression mise sur les seuls pays développés se révèle aussi inefficace que vaine, au moment où les pays émergents assurent 52 % de la production industrielle et où la Chine est devenue le premier émetteur de gaz à effet de serre.

Quant aux Etats, ils ne disposent plus que de moyens limités du fait de leur surendettement et de leur inadaptation aux nouvelles technologies. Ils sont dépassés par le mouvement des sociétés et des entreprises, de la naissance des villes propres aux plateformes numériques. Le fonds de 100 milliards de dollars, dont nul ne connaît ni la gouvernance, ni les objectifs, ni la raison du montant, est exemplaire de cet étatisation obsolète. L'évolution vers une croissance plus qualitative et respectueuse de l'environnement ne naîtra pas de la multiplication des taxes et des normes, mais de l'innovation. Avec pour priorités la meilleure utilisation de l'eau, l'amélioration des rendements agricoles, les logements et les transports verts, les villes compactes. Est-ce à dire que le rôle des Etats est nul ? Certainement pas. Mais plutôt que l'organisation de grand-messes à l'image de la COP 21, dont le coût est inversement proportionnel aux résultats, il devrait être recentré autour de la gestion des risques et de l'encouragement de l'innovation.

La recherche à tout prix d'un accord universel fondé sur des engagements contraignants est une fausse bonne idée parce que les réponses doivent être aussi diverses que les risques qui, selon les continents ou les nations, portent sur la submersion, les inondations ou les tempêtes, la dégradation des villes ou des sols, l'accès à l'eau, la déforestation. Dès lors, il est préférable de mettre l'accent sur les plans nationaux spécifiques prévus par la conférence de Lima en 2014. Tout comme en matière commerciale, où le blocage des négociations à l'OMC s'accompagne de la multiplication des traités bilatéraux, les grands blocs devraient s'engager dans des accords environnementaux. Cette voie a été ouverte par le traité de Pékin, signé en 2014, qui prévoit la réduction de 26 à 28 % des émissions des Etats-Unis d'ici à 2025 et leur diminution pour la Chine à partir de 2030. Les Etats doivent se réformer pour placer au premier rang de leurs missions l'anticipation et la gestion des crises, dont celles liées au climat. Simultanément, il leur revient de créer les conditions les plus favorables à l'innovation des entreprises et des citoyens en démantelant les dispositifs les plus pervers, comme les subventions aux énergies fossiles ; en détaxant les investissements à bas carbone et les technologies propres ; en soutenant les technologies de rupture ; en laissant d'importantes marges d'expérimentation aux villes qui vont abriter la plus grande partie de la population mondiale.

En l'état, la COP 21 se limite à une opération de communication ruineuse et inutile. Elle se voue à l'échec en appliquant des méthodes du XX^e siècle à la question climatique, exemplaire des risques du XXI^e siècle ■

Demain, le cerveau collectif !

Connecter nos cortex va nous obliger à coopérer. Et nous rendre beaucoup plus performants.

par Idriss Aberkane

« Concernant Internet, c'est comme si l'humanité avait acquis un système nerveux collectif (...). L'impact est immense ! » Ainsi s'enthousiasmait Elon Musk, le PDG et fondateur de SpaceX. En nous connectant les uns aux autres, ne devenons-nous pas en effet un vaste cerveau collectif ? Le philosophe français Gabriel Tarde avait lancé l'idée d'un hypercervau fait d'êtres humains, reprise par les Américains Lawrence Davis et Ned Block dans les années 70, qui imaginaient que si tous les Chinois se connectaient entre eux, il en émergerait un « quasi-cervau », doté d'un précurseur de conscience. Cette expérience de pensée, le « *China Brain* », est restée célèbre en philosophie de l'esprit.

Une équipe de chercheurs de l'université américaine Duke a récemment réalisé une expérience similaire sur des mammifères. On savait que des animaux pouvaient contrôler un jeu vidéo par leur seule activité cérébrale, la performance des chercheurs a été de connecter électroniquement leurs cortex, pour les faire jouer à un jeu coopératif. Dans la première expérience, deux, puis trois macaques sont connectés au même jeu, qu'ils ne peuvent résoudre qu'en coopérant. Et ils y parviennent. Dans la seconde expérience, l'équipe connecte quatre rats en vue de réaliser classification d'objets, reconnaissance de forme, mémorisation de stimuli, etc. Remarquable surprise : ce « *Brainet* », Internet constitué de quatre cerveaux de rats en plein travail mental, perfore toujours au moins aussi bien, voire mieux, qu'un rat seul. N'en déplaise aux individualistes, la preuve est faite que l'on peut connecter des cerveaux ensemble pour créer un vaste écosystème plus performant que chacun des cerveaux pris séparément.

Les perspectives d'une telle découverte sont vastes. Cette application des neurosciences pourrait être utilisée pour commettre le pire : des neuro-usines d'animaux en rayons, employés comme de la chair à serveurs informatiques, destinée uniquement à effectuer des calculs toute sa vie durant. Ou être utilisée pour former de vastes réseaux d'êtres humains, volontaires, s'exerçant probablement via un jeu, à la résolution collective des problèmes les plus insondables de l'humanité, ce que l'on appelle déjà le « *crowdsourcing* » (littéralement, « délocaliser vers la foule »), dont Wikipedia est l'illustration. L'avènement conjoint de la « ludification » ou l'art de transformer un travail en jeu, et de l'électroencéphalogramme personnel, permettrait cette grande sympathie mondiale. L'homme, ensuite, comme le chantait le poète persan Rumi, reste un isthme entre ombre et lumière ■

Former de vastes réseaux neuronaux s'exerçant à la résolution des problèmes de l'humanité.